

Attribution de temps

Nous n'avons pas agi à l'improviste. Nous avons clairement exposé aux Canadiens l'essentiel de notre programme, de notre politique fiscale et de notre budget en présentant les prévisions pour l'année à venir. Par ailleurs, les consultations pré-budgétaires, les audiences du comité des Finances et le débat sur le projet de loi C-139, soit la loi de l'impôt sur le revenu, ont fourni un important complément d'information.

Les questions financières sont actuellement au cœur des travaux parlementaires. J'étais donc étonné d'entendre un député de l'opposition dire qu'il ne recevait pas suffisamment d'information au sujet de l'activité du gouvernement. Il doit certainement être en vacances ou vivre en ermite car, depuis juin, nous n'avons fait que parler de finances, de budgets et de la direction financière générale du gouvernement.

Nous avons encore de nombreuses mesures à notre programme législatif, mais nous n'avons pu y accorder notre attention. La raison en est bien simple. Le gouvernement a voulu accorder la priorité à la situation financière et aux moyens de lutter contre la récession, et les députés de l'opposition en sont bien conscients. Il n'y a pas de raison pour qu'un député de l'opposition, consciencieux et assidu, ne puisse suivre notre activité.

Mais nous, nous ne pouvons guère suivre les représentants de l'opposition. J'ai voulu prêter l'oreille aujourd'hui à ce qu'ils disaient et je me suis amusé à écouter leurs discours. J'ai trouvé qu'il serait intéressant de pouvoir rapporter leurs propos au public canadien.

Au début de la séance ce matin, le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert), parlementaire réputé, nous a dit de ne pas prendre tant d'argent dans la poche des contribuables. Bien d'autres députés ont ajouté leur voix à la sienne dans le cadre du débat sur la loi de l'impôt sur le revenu. Ils se sont faits très éloquents pour dénoncer la lourdeur du fardeau fiscal que ce gouvernement impose aux Canadiens, autrement dit, ils nous demandaient de ne pas trop les grever d'impôts.

Puis, nous avons entendu le député de Vancouver-Centre (M^{me} Carney) nous dire qu'il fallait réduire le déficit et ne pas trop emprunter d'argent. Tous voudraient nous voir réduire les impôts ainsi que le déficit. Parmi les candidats à la direction du parti conservateur, il y en a plusieurs qui voudraient que le gouvernement emprunte moins. Il ressort clairement que les conservateurs ne savent pas sur quel pied danser.

Pendant la période des questions, les députés de l'autre côté de la Chambre nous ont demandé pourquoi nous ne consacrons pas plus d'argent aux services de santé, aux paiements de transfert aux provinces, à l'amélioration de la condition féminine et à la recherche et au développement. En un seul jour, nous avons envisagé des possibilités représentant des dépenses de plusieurs milliards de dollars. Les conservateurs ont exprimé leur opinion sans ambages: ils préconisent de dépenser beaucoup d'argent sans nous taxer ni emprunter pour l'obtenir. Dieu sait d'où viendra cet argent, mais voilà le tour de passe-passe que nous proposent les conservateurs. C'est un programme attrayant. Je voudrais savoir comment ils comptent le mettre en œuvre. Nous attendons impatiemment qu'ils nous donnent des détails à ce sujet.

Les néo-démocrates qui sont assis à notre gauche, nos amis intimes, paraît-il, n'ont pas d'idée du tout. Leur opinion sur le projet de loi portant pouvoir d'emprunt ne concerne que la procédure. Ils n'aiment pas la façon dont nous nous y prenons. Ils ne parlent pas de ce que nous faisons, ils n'en ont pas dit un

seul mot. Pardon, le député de Kootenay-Est-Revelstoke (M. Parker) nous a dit qu'il voudrait que nous dépensions un peu plus d'argent pour éjecter les ivrognes des trains. Il nous a ensuite fait un exposé très intéressant et très sincère sur les transports dans sa circonscription. C'était un bon exposé et je m'en souviens très bien, car c'est la première fois que j'entends un député de son parti dire des choses aussi intéressantes. Le Nouveau parti démocratique ne nous a pas dit quelle orientation il voulait prendre.

• (1700)

Son chef, le député d'Oshawa (M. Broadbent) a dit il n'y a pas longtemps qu'il voulait réduire le déficit. Je m'en souviens très bien. Nous avons été très surpris, car nous pensions que le déficit était une des pierres angulaires de la doctrine du NPD. Nous croyions pouvoir toujours compter sur les néo-démocrates dans ce débat, mais non, le député d'Oshawa a déclaré qu'il fallait réduire le déficit. Nous ne savons plus, comme pour les conservateurs, si les néo-démocrates veulent y arriver en réduisant nos emprunts, en abaissant nos taxes ou en comprimant nos dépenses. Tout ce que nous savons, c'est qu'ils n'aiment pas la façon dont nous nous y prenons. Nous ignorons ce que nous devons faire ou ce qu'ils feraient à notre place.

En fait, la critique néo-démocrate en matière de finances a précisé aujourd'hui qu'il ne croyait pas que la relance viendrait du secteur privé.

M. Deans: C'est tout à fait exact.

M. Fisher: Comment cette réponse cadre-t-elle avec l'opinion de son chef qui préconise une réduction du déficit? Veut-il tout laisser au secteur privé et réduire le déficit ou veut-il plutôt que nous augmentions le déficit en nous passant du secteur privé? Quelle est son opinion?

Nous voudrions qu'il nous parle un peu moins de procédure et nous donne un peu plus d'informations, comme celles que nous avons reçues du député de Kootenay-Est-Revelstoke lorsqu'il nous a dit ce qu'il préconise. Nous voulons entendre des idées ou des principes. Nous espérons, monsieur le Président, que, dans les jours à venir, les députés des deux côtés de la Chambre sauront traiter de ces questions.

M. Dave Nickerson (Western Arctic): C'est toujours avec un vif plaisir que j'écoute le député de Mississauga-Nord (M. Fisher), car il se distingue par son éloquence. Or, aujourd'hui, non seulement avons-nous eu la possibilité d'entendre son point de vue, monsieur le Président, mais encore avons-nous eu l'occasion d'entendre ce que son collègue, le député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn) avait à dire à ce sujet. En fait, monsieur le Président, si quelqu'un a monopolisé le Parlement au cours des derniers jours, c'est bien les deux députés de Mississauga qui ont accaparé tout le débat aujourd'hui.

Ce que je tenais à dire dans le peu de temps à ma disposition, c'est que l'application de la clôture est tout à fait indigne du gouvernement. C'est non seulement indigne, mais également inutile. Le leader parlementaire du gouvernement n'avait qu'à compter le nombre de députés qui sont intervenus au sujet du projet de loi C-143 et il se serait alors aperçu que rares étaient ceux qui n'avaient pas encore participé au débat. Je vais lui révéler un secret, monsieur le Président, en lui disant que seulement deux députés de ce côté-ci de la Chambre désiraient encore intervenir. Ainsi, en appliquant la clôture, le gouvernement a retardé l'option de ce projet de loi d'un autre